



Bureau
international
du Travail



**Investissements à haute intensité de
main-d'œuvre dans les infrastructures
rurales en vue du développement
économique, de la protection sociale,
de la protection de l'environnement et
de la croissance inclusive**

**TRAVAIL DÉCENT DANS L'ÉCONOMIE RURALE
NOTES D'ORIENTATION DES POLITIQUES**

Le Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) est l'un des moyens essentiels dont dispose l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour renforcer les effets des investissements sur l'emploi et promouvoir un moyen intégré d'accéder à la croissance inclusive. Il sert la cause de nombreuses priorités simultanément en matière de développement rural: amélioration des services de base et développement d'infrastructures productives et environnementales, tout en offrant des emplois à des pays qui en ont grand besoin, en améliorant les conditions de travail, en stimulant les processus de décentralisation ainsi que la croissance du secteur privé, en promouvant le développement économique local, et en renforçant la garantie des moyens d'existence des ménages ruraux.



Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

1. Logique et justification

Malgré les progrès réalisés dans certains pays, la crise mondiale de l'emploi et les profondes faiblesses structurelles des marchés du travail figurent au cœur des débats décisifs sur le développement mondial, notamment celui qui porte sur le programme de développement pour l'après-2015. Dans de nombreuses régions du monde, des millions de personnes désireuses d'accéder au marché du travail se heurtent à de sombres perspectives d'emploi.

Dans les pays en développement, une forte proportion de la main-d'œuvre est occupée à des activités à faible productivité dans l'économie rurale informelle. Même si le taux de croissance dans l'économie formelle était plus élevé, les problèmes de sous-emploi et de pauvreté ne sauraient être résolus tant que le schéma global de l'investissement et le coefficient d'emploi de la croissance économique n'évoluent pas. En outre, ces tendances négatives peuvent être aggravées par l'instabilité politique, les conflits armés locaux et les crises économiques et financières.

Les interventions de l'OIT dans le domaine du Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO)¹ ont évolué: elles ne ciblent désormais plus les dispositifs de création d'emplois à court terme, mais les

programmes à plus long terme visant à renforcer l'incidence des investissements sur l'emploi et la réduction de la pauvreté; à améliorer la productivité et les conditions de travail; à promouvoir les petites et moyennes entreprises; à renforcer les processus démocratiques et de décentralisation; et à intégrer le principe d'égalité entre les sexes et les droits au travail en tant que questions transversales. La priorité est également accordée aux approches communautaires en matière de développement et d'organisation des travailleurs de l'économie informelle. Le concept sous-jacent d'utilisation de la main-d'œuvre excédentaire pour créer des moyens de production offre des avantages évidents, notamment dans les pays où les taux de chômage, de sous-emploi et de croissance démographique sont élevés et où les coûts de main-d'œuvre non qualifiée sont bas. Les méthodes de construction d'infrastructures rurales à haute intensité de main-d'œuvre se révèlent avoir un effet positif sur la création d'emplois et l'autonomisation des communautés rurales. Les mandats se tournent donc régulièrement vers le Bureau international du Travail (BIT) pour obtenir des conseils et une assistance technique concernant l'application des techniques à haute intensité de main-d'œuvre dans les programmes d'infrastructure, afin de pouvoir relever ces défis. Si chaque contexte est unique, le caractère universel de bon nombre de ces questions exige l'intégration de programmes HIMO à grande échelle susceptibles de contribuer efficacement à l'objectif de promotion de l'Agenda du travail décent aux niveaux politique et opérationnel.

HIMO – Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre

1. L'HIMO dans les programmes d'investissements publics (PIP) réguliers	2. L'HIMO dans les programmes publics pour l'emploi: programmes de travaux publics, programmes de garantie de l'emploi – protection sociale
<p>Investissements sectoriels</p> <p>Objectif principal: Développement des infrastructures pour soutenir le développement social et économique</p> <p>Objectif secondaire: Création d'emplois + développement du secteur privé</p> <p>Priorité: Type d'infrastructures et leur impact sur l'emploi, sans nuire à la qualité des infrastructures existantes</p>	<p>Investissements multisectoriels</p> <p>Objectif principal: Création d'emplois – aide au revenu pour réduire la vulnérabilité des couches les plus pauvres de la population</p> <p>Objectif secondaire: Développement des infrastructures locales</p> <p>Priorité: Création d'emplois pour les populations ciblées, sans nuire à la qualité du travail</p>
<p>Augmentation des possibilités d'emploi pour parvenir à une croissance inclusive et riche en emplois</p> <p>Renforcement des capacités – secteurs public et privé</p> <p>Suivi et évaluation – évaluation de l'impact aux niveaux sectoriel et national (Etudes comparatives des autres options; entrées-sorties; DySAM; etc.)</p> <p>Intégration du principe d'égalité entre homme et femmes et droits au travail</p>	

¹ Les chiffres ci-dessus présentent deux courants prioritaires: I) le programme HIMO dans les programmes d'investissements publics réguliers; et II) le programme HIMO dans les programmes publics pour l'emploi (programmes de travaux publics, programmes de garantie de l'emploi, etc.).

ENCADRÉ 1. Faits et chiffres

D'une part:

- Environ 70 pour cent des pauvres dans le monde vivent en zone rurale dans des pays en développement, et bon nombre d'entre eux sont isolés durant la saison des pluies et ont un accès très limité aux services de base².
- En 2015, la grande majorité des personnes n'ayant pas accès à des sources d'eau potable salubres vivent en zone rurale. On estime que 79 pour cent des personnes qui utilisent des sources non salubres et 93 pour cent des personnes qui utilisent de l'eau de surface vivent en zone rurale³.
- Entre 1990 et 2015, le nombre de personnes n'ayant pas accès à des installations d'assainissement salubres en zone rurale a diminué de 15 pour cent, et le taux de défécation en plein air a été ramené de 38 à 25 pour cent⁴.
- Seuls 7 millions d'hectares, situés dans un nombre restreint de pays, sont équipés pour l'irrigation. Bien que les zones équipées pour l'irrigation représentent environ 3,5 pour cent des terres cultivées d'Afrique, elles ne représentent que 20 pour cent de la valeur de la production agricole⁵.
- Chaque année, l'érosion et d'autres formes de dégradation des sols suppriment 5 à 7 millions d'hectares de terres cultivables dans le monde, et 25'000 millions de tonnes de couche superficielle du sol sont emportées⁶.

D'autre part:

- La persistance d'un niveau élevé de chômage, de sous-emploi, de pauvreté et d'exclusion sociale dans de nombreux pays demeure un défi pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réduction de la pauvreté et de croissance à haute intensité de main-d'œuvre.
- L'accroissement rapide du nombre d'entreprises à haute intensité de main-d'œuvre dans un environnement du secteur privé toujours plus compétitif et peu ou non réglementé entraîne de sérieux risques d'aggravation de l'exploitation et des mauvais traitements des travailleurs.
- Les effets de la mondialisation et de l'intégration accélérée des marchés mondiaux en faveur de stratégies d'investissement à forte intensité de capital gagnent rapidement du terrain dans certains secteurs, notamment les infrastructures et la construction. Pour de nombreux pays en développement, ces politiques d'investissement signifient, d'une part, une faible utilisation des ressources disponibles au niveau local – y compris, en premier lieu, la main-d'œuvre – et, d'autre part, une dépendance accrue à l'égard des importations (et, partant, des devises). La concentration des ressources d'investissement dans les technologies à forte intensité de capital se traduira, dans le meilleur des cas, par une croissance pauvre en emplois et, vraisemblablement, par un accès encore plus limité des pauvres aux ressources productives, une aggravation des inégalités économiques et l'exclusion sociale. En outre, elle risque d'accroître l'économie informelle et d'abaisser encore des normes du travail déjà faibles.

² Fonds international de développement agricole (FIDA): *Rapport sur la pauvreté rurale 2011 – Nouvelles réalités, nouveaux défis: de nouvelles chances pour la prochaine génération* (Rome, 2010).

³ UNICEF et Organisation mondiale de la Santé: *Progrès en matière d'assainissement et d'alimentation en eau – Rapport 2015 et évaluation des OMD* (New York et Genève, 2015).

⁴ *Ibid.*

⁵ V. Foster et C. Briceño-Garmendia (éds.): *Africa's Infrastructure: A Time for Transformation* (Washington, DC, Banque mondiale, 2010).

⁶ FAO: "Restoring the land", dans *Dimensions of need – An atlas of food and agriculture* (Rome, 1995), disponible en suivant le lien: <http://www.fao.org/docrep/u8480e/u8480e0D.HTM> (consulté le 29 juillet 2015).

2. Champ d'application et définitions

L'objectif global du programme HIMO est de contribuer à réduire la pauvreté grâce à la création d'emplois appropriés, à la participation des acteurs locaux, à l'utilisation des ressources locales, au renforcement des capacités et à la promotion des politiques de bonne gouvernance: cela inclut aussi bien la planification à l'échelon local, la mise en œuvre en faisant appel à des technologies à forte intensité de main-d'œuvre, le recours à des petits entrepreneurs et à des entrepreneurs locaux, et des systèmes de maintenance appropriés.

Le programme HIMO vise spécifiquement à établir un lien plus direct entre la politique de l'emploi et l'intégration des politiques d'investissement; c'est pourquoi il repose sur des solutions technologiques qui privilégient explicitement, lorsque cela est techniquement réalisable et économiquement rentable, les choix technologiques basés sur la main-d'œuvre plutôt que les options à haute intensité d'équipement.

La faisabilité technique et la rentabilité des options fondées sur la main-d'œuvre – ainsi que le potentiel macroéconomique considérable de cette approche – ont été amplement démontrées et sont admises par de nombreux gouvernements et organismes internationaux.

Le programme HIMO intervient dans six domaines: Qu'est-ce qui pourrait être fait?



Infrastructures de production:

- accès: routes, chemins, ponts
- rurales: mise en valeur des terres, systèmes d'irrigation, puits, petits barrages

Infrastructures sociales:

- construction et réhabilitation des écoles, centres de santé et projets d'approvisionnement en eau

Protection de la base

- boisement, préservation des sols et de l'eau, protection de l'environnement, gestion des bassins versants

Les politiques et programmes d'investissements à haute intensité de main-d'œuvre doivent faire face aux défis suivants dans les zones rurales:

Pauvreté et déficits des infrastructures rurales

- La majorité des pauvres dans le monde vivent en zone rurale, ont un accès limité aux infrastructures, à l'emploi et aux possibilités économiques, et sont particulièrement vulnérables aux risques économiques, sanitaires et environnementaux.
- La nécessité d'améliorer les infrastructures rurales est considérable. Beaucoup d'habitants des zones rurales n'ont toujours pas accès à des services de base comme l'eau potable, l'assainissement, les transports publics et l'électricité (voir Encadré 1). Il ne saurait y avoir de croissance économique rurale sans une amélioration des infrastructures. Les infrastructures d'irrigation peuvent améliorer la productivité agricole; la remise en état des routes peut réduire les coûts de transport et faciliter l'accès au marché; et l'accès à l'électricité est déterminant pour la croissance des entreprises agricoles et non agricoles.

Précarité des moyens de subsistance, besoin de diversification économique et protection du revenu

- L'emploi et les revenus dans le secteur agricole sont très aléatoires car ils sont exposés aux catastrophes naturelles ou aux désastres causés par l'homme: sécheresse, inondations, fluctuations des prix des denrées alimentaires et des matières premières. L'investissement à haute intensité de main-d'œuvre peut être un moyen de faire face aux transformations physiques en zone rurale liées au dérèglement climatique, par exemple en adaptant les infrastructures, en mettant en œuvre des mesures visant à prévenir l'érosion des sols et les glissements de terrain, et en renforçant les digues, tout en offrant des emplois et des possibilités de revenus à des pays qui en ont grand besoin.
- Les systèmes de protection sociale sont souvent limités, voire inexistant, en zone rurale. Les programmes d'investissements et de maintenance à haute intensité de main-d'œuvre peuvent fournir un revenu régulier et prévisible, améliorant ainsi la sécurité de revenu et la protection sociale.

Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Besoins d'après la crise en matière d'investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans la reconstruction, l'emploi et la cohésion sociale

- Les pays sortant d'une crise (conflits armés, catastrophes naturelles, etc.), ont un besoin urgent de reconstruire leurs infrastructures qui ont été endommagées ou qui n'ont pas été entretenues, de façon à maximiser le recours à l'offre locale et à créer rapidement des possibilités d'emploi et, ainsi, revenir à une certaine normalité et prévenir le recours à la violence de civils frustrés cherchant à satisfaire leurs besoins fondamentaux.
- En participant à la reconstruction de leurs infrastructures, les membres de la communauté contribuent grandement à préserver le tissu social et peuvent ainsi aider les communautés à s'organiser pour rétablir la paix et renforcer la cohésion sociale.

Parties prenantes / mandants / partenaires

Ministères et institutions locales de formation

Le programme HIMO s'engage systématiquement auprès des principaux ministères à promouvoir la création d'emplois dans des programmes d'investissements publics. D'une part, il collabore avec les ministères des Finances, de la Planification et du Travail, en incitant les décideurs à réorienter les politiques d'investissement public vers une croissance riche en emplois et à augmenter l'enveloppe budgétaire allouée aux investissements à haute intensité de main-d'œuvre. D'autre part, il collabore avec les ministères/institutions techniques (Travaux publics, Agriculture, Transports, Education, y compris les instituts de formation, etc.) pour montrer comment les investissements peuvent être générateurs d'emplois dans certains projets de construction.

Autorités locales et représentants des organismes nationaux et locaux

Depuis quelques temps, la décentralisation est considérée comme un moyen d'améliorer l'efficacité de l'organisation des pouvoirs publics. Malheureusement, les responsabilités incombant aux autorités locales ne sont pas toujours en adéquation avec les ressources dont elles disposent, et il y a grandement besoin de renforcer les capacités au sein de ces institutions dans un certain nombre de domaines. L'expérience HIMO de collaboration avec les ministères chargés de la décentralisation, les autorités locales et les organisations (y compris les associations professionnelles, les PME, les coopératives et les syndicats, et les fédérations locales) offre une solide plate-forme pour renforcer leurs capacités de favoriser le développement local.

Partenaires sociaux dans l'industrie du bâtiment

La coopération de l'OIT avec les partenaires de l'industrie du bâtiment (Employeurs: Confédération des associations internationales d'entrepreneurs, CICA); Travailleurs: Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, BWI) – dans le cadre du programme HIMO et en partenariat étroit avec SECTOR (Département des activités sectorielles) – a favorisé le dialogue social sur la fixation d'objectifs prioritaires de collaboration et l'identification de stratégies communes. En outre, la collaboration avec la FIDIC (Fédération internationale des ingénieurs-conseils), l'organisme «normatif» dans le secteur, contribue à établir des normes dans les procédures internationales de passation des marchés dans le domaine de la construction.

Groupes cibles

Les bénéficiaires directs sont les responsables des administrations à différents niveaux, les entrepreneurs, les entrepreneurs de la société locale et les travailleurs. Les bénéficiaires ultimes sont les personnes au chômage ou sous-employées ainsi que l'ensemble des communautés où sont mis en œuvre les projets (dans lesquels les infrastructures sont salubres), qui répondent à des besoins spécifiques (compte tenu du sexe, de l'âge, de l'origine ethnique, du handicap, etc.).

3. L'approche de l'OIT

La mission du programme HIMO est de contribuer aux efforts déployés aux niveaux mondial et national pour faire face au défi croissant que représente l'emploi en intensifiant ses activités principales, de façon à: i) aider les gouvernements à intégrer la création d'emplois dans les programmes d'infrastructure chaque fois que cela est techniquement réalisable et économiquement viable; ii) mettre en œuvre, à la demande des gouvernements et des partenaires sociaux, des programmes de développement technologique, de démonstration et de renforcement des capacités.; iii) évaluer le potentiel de création d'emplois des programmes d'investissements publics; et iv) suivre et évaluer l'impact sur l'emploi des programmes d'investissements publics et des volets des plans de relance consacrés aux infrastructures.

Résultats des recherches

Plusieurs études (voir Encadré 2) confirment que les HIMO créent des emplois et sont rentables.

Apporter un soutien à trois niveaux



ENCADRÉ 2. Les HIMO créent davantage d'emplois et sont rentables

Au **Mozambique**, les comparaisons de coûts effectuées en 2003 pour la remise en état et l'entretien des routes régionales montrent que les HIMO offrent un avantage financier de 43 pour cent pour l'entretien courant, de 64 pour cent pour l'entretien périodique, et de 54 pour cent pour la remise en état complète des routes⁷.

Au **Cambodge**, les comparaisons de coûts et d'incidence sur l'emploi effectuées en 2003 dans un vaste échantillon de chantiers de construction de routes rurales montrent que les HIMO permettent d'économiser 9 pour cent du budget et qu'ils utilisent environ 5'000 journées de travail non qualifiés par km, contre 200 jours (soit 25 fois plus) pour les méthodes à forte intensité d'équipement⁸.

A **Madagascar**, les comparaisons effectuées en 2006 concernant la construction de routes rurales et d'écoles révèlent que les HIMO créent trois fois plus d'emplois, reviennent au moins 30 pour cent moins cher, et réduisent de 10 à 20 pour cent le montant des devises nécessaires. Dans certaines zones rurales reculées, les HIMO sont plus de cinq fois moins coûteux que les méthodes fortement mécanisées. En ce qui concerne la construction des écoles, ils créent quasiment deux fois plus d'emplois et permettent de réaliser jusqu'à 40 pour cent d'économies. D'après cette étude, l'incidence des différentes options technologiques sur l'économie mondiale pèse clairement en faveur des investissements ayant recours à davantage de main-d'œuvre et aux ressources locales. Les dépenses publiques d'infrastructure effectuées en 2005 dans le cadre du programme HIMO affichent les résultats suivants, par rapport à un projet à forte intensité de capital:

- deux fois plus de valeur ajoutée;
- consommation et revenus des ménages deux fois plus élevés;
- deux fois plus d'emplois créés.

Enfin, l'effet multiplicateur pour l'option HIMO est deux fois supérieur à celui des technologies à forte intensité de capital.

Il convient également de relever que les avantages de l'approche HIMO proviennent essentiellement des liens intersectoriels qui sont créés à la fois avant et après la mise en œuvre des investissements. Globalement, l'incidence favorable – sur l'emploi, la valeur ajoutée, le revenu et la consommation des ménages – provient pour deux tiers des effets indirects et pour un tiers de l'effet direct de la mise en œuvre des investissements à proprement parler. L'approche HIMO, qui repose sur une utilisation optimale des ressources disponibles au plan local, privilégie le marché local et contribue fortement, via la répartition des revenus, à accroître le niveau de monétisation. C'est la principale explication au fait que l'effet multiplicateur obtenu avec des investissements fondés sur la main-d'œuvre et les ressources locales est deux fois supérieur à celui obtenu avec des investissements à forte intensité d'équipement, qui dépendent dans une large mesure des importations⁹.

En **Sierra Leone**, une enquête a établi que chaque million de dollars E.-U. investi dans un projet routier faisant appel à des HIMO plutôt qu'à des méthodes conventionnelles créent 42'000 jours-personnes d'emploi supplémentaires, ce qui équivaut à quelque 185 emplois non qualifiés à temps plein et se révèle environ 24 pour cent moins cher¹⁰.

⁷ IT Transport Ltd: "Cost comparison study, Mozambique regional roads", pour Direção de Estradas Regionais (Maputo, gouvernement du Mozambique, 2003).

⁸ Munters, P.: *Jobs or Machines - Comparative Analysis of Rural Road Work in Cambodia*, ASIST-AP Rural Infrastructure Publication No.4 (Bangkok, BIT, 2003).

⁹ Van Imschoot, M.: *Etude comparative des différentes approches utilisées pour la réalisation des infrastructures de base à Madagascar, Impact sur la création d'emplois et l'utilisation de devises* (Genève, BIT, 2007); et Razafindrakoto, M. et Roubarde, F.: *L'approche à haute intensité de main-d'œuvre: Une opportunité pour Madagascar; essai de cadrage macro-économique, Séries Réflexions sur le développement*, document de discussion n° 8 (Genève, BIT, 1997).

¹⁰ Airey, T., Samuel Yemene, S. et Taylor, G.: *Baseline survey and employment impact assessment of infrastructure investments in Sierra Leone*, IT Transport Ltd (2012, projet).

Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Interventions

Le programme HIMO intervient dans le cadre de travaux d'infrastructure, et il permet d'établir un lien entre la demande et l'offre au sein de la société. Le potentiel d'emploi des investissements dans les infrastructures est considérable mais, de nombreux projets faisant traditionnellement appel à des technologies à forte intensité d'équipement, ce potentiel n'est souvent pas exploité. Il y a une forte demande d'infrastructures de base tant en milieu rural qu'en milieu urbain, qui offrent l'un comme l'autre des solutions à haute intensité de main-d'œuvre fondées sur les ressources locales. Cette approche repose sur une combinaison des mesures suivantes:

- participation et utilisation des ressources locales dans la planification et la conception, en ayant recours aux compétences, technologies, matériels, mécanismes institutionnels et méthodes de gestion disponibles au plan local;
- création d'un environnement favorable, notamment l'accès aux marchés publics pour les petites et moyennes entreprises, tout en tenant compte des conditions de travail décentes dans le cadre des systèmes de passation des marchés;
- renforcement des capacités des secteurs privé et public en vue d'assurer l'adéquation des compétences et de favoriser les stratégies d'entreprises et de développement durables.

Cette méthode s'est révélée efficace et économiquement viable, et elle engendre des travaux d'infrastructure de haute qualité dans les pays en développement.

Avantage comparatif de l'OIT

Avec plus de 30 ans d'expérience pour ce qui est d'associer l'emploi au développement des infrastructures, le programme HIMO s'est doté d'un vaste portefeuille unique en son genre d'activités axées sur la création d'emplois productifs et une approche active du développement économique et des systèmes de sécurité sociale, tout en œuvrant à la préservation de l'environnement par des activités de restauration et de gestion des ressources naturelles.

Le programme HIMO fournit des conseils et des outils visant à faciliter l'élaboration des politiques et l'action normative,

à développer l'esprit d'entreprise et les compétences, à faciliter le dialogue social, et à promouvoir la protection sociale par le biais de travaux d'infrastructure en zone rurale.

Le programme HIMO est axé sur la demande et répond souvent aux demandes des pays, qui rétribuent les services du BIT (assistance technique) grâce à leurs propres ressources budgétaires. Cela devrait être une indication claire de la valeur ajoutée dont ces pays estiment bénéficier grâce au programme HIMO en termes de conseils et de mise en œuvre des investissements à haute intensité de main-d'œuvre. Le programme HIMO est aujourd'hui actif dans plus de 45 pays dans le monde, dont une moitié en Afrique et l'autre en Asie-Pacifique et en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les programmes de développement actuels couvrent 80 pour cent de la composante emploi et ciblent les couches les plus pauvres des populations rurales, en prenant notamment en considération des aspects tels que la bonne gouvernance, le travail décent, le soutien à la décentralisation, le développement et le renforcement des capacités au plan local à tous les niveaux – travailleurs, entrepreneurs et fonctionnaires gouvernementaux.

Au cours de la dernière période biennale (2013-14), plus de 30 pour cent du portefeuille de coopération technique (CT) du programme HIMO provenaient des ressources propres des pays, et environ 20 pour cent de la Banque mondiale en soutien à l'assistance technique du programme HIMO pour la conception ou le renforcement des capacités des investissements liés aux infrastructures. Cela devrait suffire à prouver qu'il existe une demande réelle pour ces services et à attester la viabilité et la pertinence des services et du soutien de l'OIT. Il pourrait s'agir d'un point de départ pour une collaboration dans d'autres domaines techniques au sein de l'OIT et de continuer aussi à promouvoir le l'Agenda du travail décent.

Le programme HIMO est l'un des rares programmes qui continuent de mobiliser une grande partie de ses ressources pour ses projets. Actuellement (en 2015), environ 90 millions de dollars E.-U. sont provisionnés, et 30 autres millions sont en cours de négociation.

4. L'expérience de l'OIT à ce jour

Le programme HIMO apporte des solutions intéressantes dans différents domaines/contextes techniques, comme l'illustrent les encadrés ci-dessous.

ENCADRÉ 3. Renforcer la résilience et les organisations locales suite aux catastrophes en Haïti et en Indonésie

En 2004, la **région des Gonaïves en Haïti** a été durement touchée par l'ouragan Jeanne, qui a provoqué d'importantes coulées de boue, tuant plus de 3'000 personnes et laissant des milliers d'autres sans-abri. Ses effets ont encore été aggravés par la déforestation et l'érosion des collines environnant la région, la couche superficielle du sol étant trop mince et la végétation trop peu abondante pour absorber et ralentir les énormes quantités d'eau de ruissellement. De 2006 à 2010, l'OIT, en collaboration avec d'autres partenaires du développement, a mis en œuvre un programme à haute intensité de main-d'œuvre, qui inclut diverses mesures de lutte contre l'érosion liée aux infrastructures: lutte contre l'érosion torrentielle, régularisation des cours d'eau, boisement, construction de fossés pour lutter contre l'érosion, etc. Ce projet assure également en moyenne 75 journées de travail par an à 7'150 personnes. L'approche contractuelle – qui réunit les travailleurs, les organisations locales et leurs fédérations, les autorités locales et les départements techniques régionaux – aide à clarifier les rôles et responsabilités ainsi que les droits et obligations, et définit les capacités techniques pour les systèmes de protection et de préservation de l'environnement.

Pour faire face au tremblement de terre et aux tsunamis de 2004 ainsi qu'à un autre tremblement de terre survenu en 2005, qui ont gravement touché **Aceh et l'île de Nias en Indonésie**, l'OIT s'est impliquée dans un projet visant à améliorer les moyens de subsistance et le développement économique local de ces communautés par la remise en état et l'amélioration de leurs infrastructures rurales (transport, irrigation, patrimoine, etc.) et le renforcement des capacités des petits entrepreneurs, des communautés et des autorités locales de planifier, livrer et entretenir les infrastructures. A la fin de 2012, les résultats concrets du projet comprenaient 100 km de routes rurales et de pistes pour les deux-roues ainsi que 36 ponts de sentier, tous construits par de petits entrepreneurs et les communautés grâce à des stratégies fondées sur les ressources locales. Des systèmes de maintenance ont également été mis en place, et la communauté, les entrepreneurs, le personnel d'encadrement et les fonctionnaires de l'administration locale ont été formés à tous les aspects de ces activités.

ENCADRÉ 4. Renforcement des capacités pour le programme HIMO

Il est fondamental que les responsables locaux, les entrepreneurs et le personnel technique aient la capacité et les compétences nécessaires pour appliquer des méthodes à haute intensité de main-d'œuvre, afin d'obtenir la productivité, la qualité, les normes et le rapport coût-efficacité recherchés. L'OIT:

- Contribue à la mise en place de centres de formation permanente, par exemple à Kisi (Kenya) et à Antsirabe (Madagascar), qui ont été créés et, initialement, financés par le biais de ces projets, mais qui sont désormais autofinancés. Ces centres se consacrent essentiellement à former le personnel technique du gouvernement, des organisations et du secteur privé à mettre en œuvre des projets ruraux à haute intensité de main-d'œuvre;
- Fournit, dans le cadre de programmes d'assistance technique à long terme, une formation aux petits entrepreneurs et à leur personnel ainsi qu'aux fonctionnaires de l'administration locale en matière de planification, de gestion et d'exécution des projets d'infrastructures rurales faisant appel à des stratégies à haute intensité de main-d'œuvre;
- Fournit une formation personnalisée de courte durée dans le pays pour soutenir les projets ou programmes spécifiques. En 2012, par exemple, une formation de ce type a été dispensée dans les pays suivants: Afrique du Sud, Brésil, Egypte, El Salvador, Guyane, Inde, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Nicaragua, Nigéria, Paraguay, Philippines et Timor l'este;
- Fournit un soutien politique, via le Forum d'apprentissage sur les HIMO et les cours de formation réguliers dispensés par le Centre international de formation de l'OIT à Turin – «Investissements à haute intensité de main-d'œuvre en faveur du développement durable» et «Innovations dans les investissements et les programmes publics pour l'emploi» –, dans le cadre de partenariats régionaux et à la demande de chaque pays.

ENCADRÉ 5. Programmes de promotion des entrepreneurs pour les investissements à haute intensité de main-d'œuvre

L'OIT a mis en œuvre ou soutenu des programmes de promotion des entrepreneurs dans plus de 20 pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, ainsi que d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans de nombreux pays, les investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans des projets ruraux offrent de belles opportunités aux entrepreneurs privés locaux. Les programmes de promotion des entrepreneurs locaux comportent de nombreux éléments de partenariats avec les autorités locales, qui soutiennent ces entrepreneurs via la formation, l'accès au financement, et le tutorat. En échange,

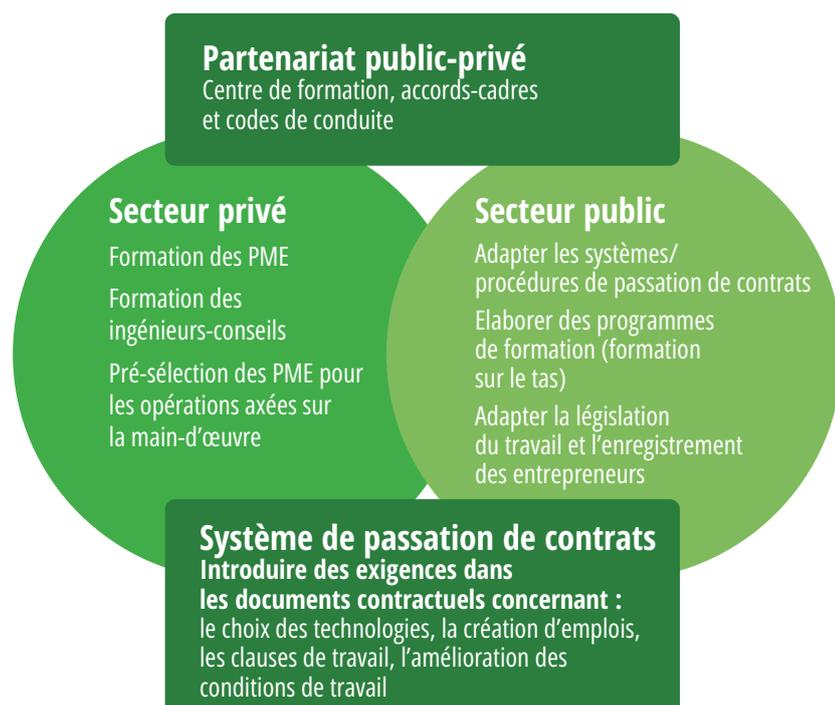
ces derniers s'engagent à mettre en œuvre des projets faisant appel à des méthodes à haute intensité de main-d'œuvre, qui génèrent des bénéfices économiques et sociaux plus importants en retour. Les autorités locales y trouvent un intérêt, dans la mesure où cela leur permet de renforcer leur capacité de mettre en œuvre des projets d'infrastructures rurales grâce à un réservoir d'entrepreneurs locaux formés à gérer un large portefeuille de projets ayant recours à des méthodes à haute intensité de main-d'œuvre.

5. Conseils pratiques et ressources

Le graphique ci-dessous présente les mécanismes opérationnels permettant de combiner l'objectif de création

d'emplois avec les normes du travail, qui figurent au cœur des interventions du programme HIMO.

Mécanismes opérationnels – Comment combiner l'objectif de création d'emplois avec les normes du travail



Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Des interventions du programme HIMO bien conçues et spécifiquement axées sur les zones rurales devront prendre en considération les mesures suivantes:

- Renforcer la collaboration entre le ministère du Travail et les autorités locales concernant la préparation des contrats ainsi que la supervision et le contrôle de leur application par les entrepreneurs privés.
- Promouvoir le dialogue social entre gouvernements et partenaires sociaux en vue d'établir un consensus aussi large que possible sur les politiques et stratégies ainsi que sur leur mise en œuvre.
- Déterminer un niveau de salaire approprié pour le travail effectué dans le cadre de projets d'infrastructures rurales à haute intensité de main-d'œuvre suite à une préparation minutieuse et après délibération, en tenant compte de facteurs tels que les salaires minima, les salaires du marché, la productivité de la main-d'œuvre, les écarts de rémunération entre hommes et femmes, les seuils de pauvreté, et les mesures de protection sociale existantes.
- Veiller à ce que les groupes défavorisés puissent participer et contribuer de manière utile à la planification et à la mise en œuvre des infrastructures rurales. Dans de nombreux contextes, cela exige des politiques et des interventions spécifiques, par exemple la mise en place de quotas pour ces groupes au sein des commissions, le recrutement d'animateurs et de traducteurs professionnels, et l'organisation de réunions dans les zones reculées.
- Recruter des femmes dans les processus de planification, et veiller à ce qu'elles puissent elles aussi bénéficier des emplois créés. Il se peut que les priorités des femmes en matière d'investissements dans les infrastructures ne soient pas les mêmes que celles des hommes, et la participation des femmes peut modifier le type d'investissements dans les infrastructures, leur fonction et le lieu où elles sont implantées. Permettre aux femmes d'accéder à l'emploi exige aussi l'adoption de politiques spécifiques – qui seront fonction des coutumes et cultures locales; toutefois, des mesures telles que l'égalité de rémunération, les services de garde d'enfants, l'établissement de quotas pour des groupes cibles comme les femmes (mesures préférentielles), le travail à proximité du domicile, les horaires de travail flexibles, et la possibilité de travailler à temps partiel tendent à renforcer leur participation.
- Etablir ou renforcer la collaboration avec d'autres acteurs du développement international:
 - les organismes des Nations Unies;
 - les institutions de financement internationales, les banques régionales et autres organismes de développement;
 - les réseaux universitaires et les institutions nationales de formation;
 - les réseaux d'organisations internationales.

Le programme HIMO a produit plusieurs outils et publications établissant un lien entre les aspects politiques et opérationnels.

Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Outils

Andersson, C.A.; Beusch, A.; Miles, D. (1996): *Road maintenance and regravelling (ROMAR) using labour-based methods: Handbook* (Londres, BIT, Intermediate Technology Publications).

— (1996): *Road maintenance and regravelling (ROMAR) using labour-based methods: Workbook* (Londres, BIT, Intermediate Technology Publications).

Bentall, P.; Beusch, A.; de Veen, J. (1999): *Programmes d'infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre – HIMO: renforcement des capacités pour la passation de contrats dans le secteur de la construction* (Genève, BIT).

BIT (2007): *Community Contracting Approach*, Programme de l'OIT pour la Somalie (Nairobi).

— (2012): *Vers le droit au travail: un guide pour la conception de programmes publics d'emploi novateurs* (Genève).

Cartier van Dissel, S. (2003): *Integrated Rural Accessibility Planning (IRAP), Modular Training Package*, Advisory Support Information Services and Training Programme for Africa (Harare, BIT).

Donnges, C. (2003): *Improving access in rural areas: guidelines for integrated rural accessibility planning* (Bangkok, BIT).

Publications

BIT (2001): *Approches et pratiques en contrats communautaires: leçons tirées d'expériences de terrain* (Genève).

— (2002): *The Labour-Based Technology Source Book, A catalogue of key publications*, sixième édition (révisée) (Harare).

— (2003): *Programme global: Créer des emplois pour réduire la pauvreté et développer la croissance économique locale 2003-2007* (Genève).

— (2010): *Local Resources - Based Approaches for Infrastructure Investment: Source book*, Bureau sous-régional de l'OIT pour l'Afrique australe (Harare).

— (2011): *Les investissements à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) – Fournir des infrastructures, des emplois et des revenus*, Notes d'orientation rurale (Genève).

— (2011): *Local investment for climate change adaptation: Green jobs through green works*, Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok).

Harsdorff, M.; Lieuw-Kie-Song, M.; Tsukamoto, M. (2011): *Towards an ILO approach to climate change adaptation* (Genève, BIT).

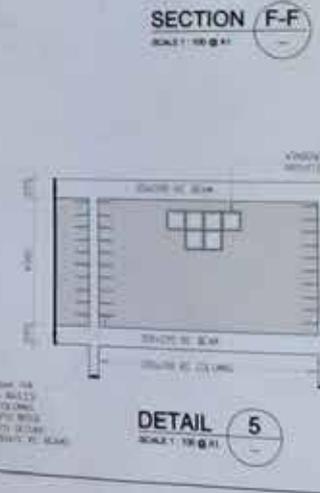
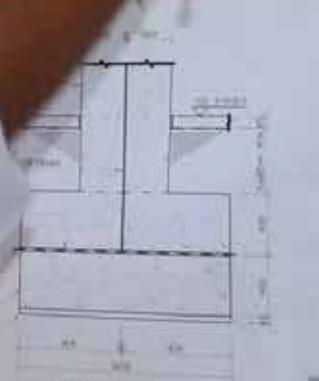
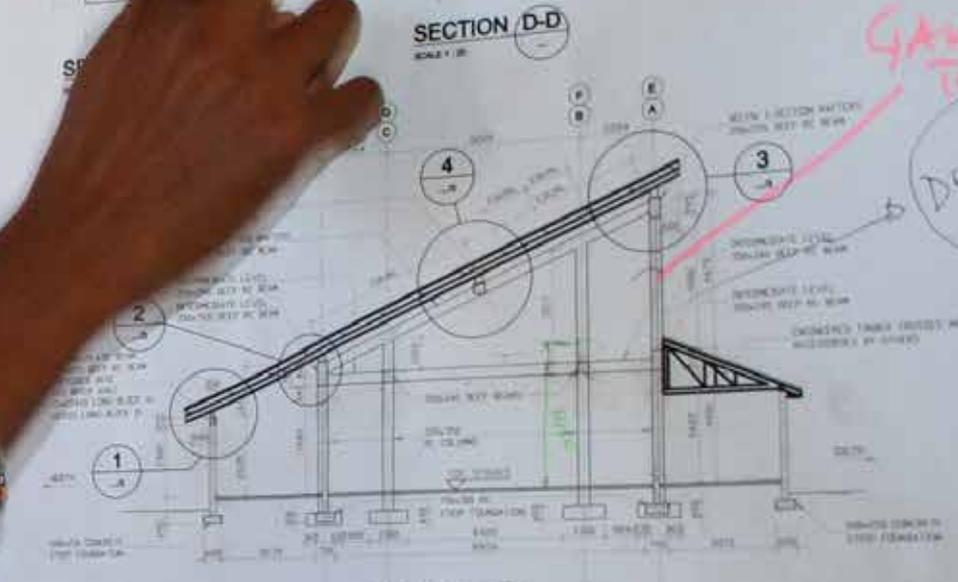
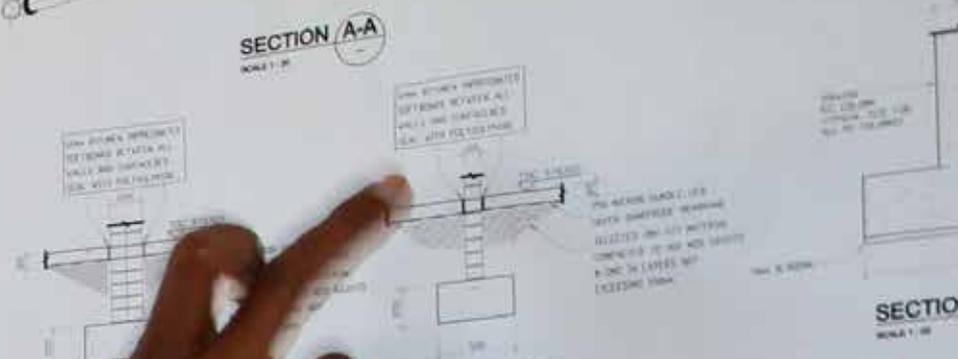
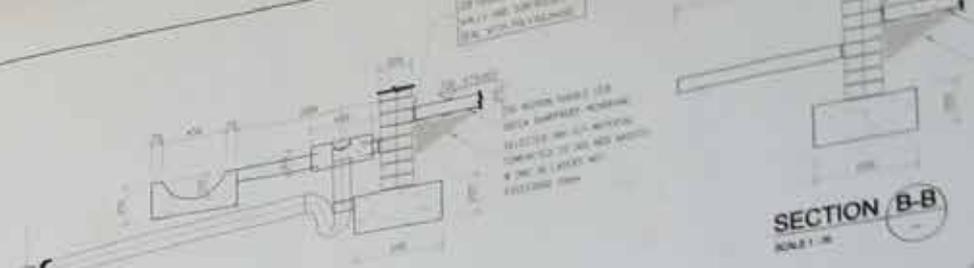
Johannessen, B. (2008): *Building Rural Roads* (Bangkok, BIT).

Munters, P. (2003): *Jobs or Machines - Comparative Analysis of Rural Road Work in Cambodia*, ASIST-AP Rural Infrastructure Publication No.4 (Bangkok, BIT).

Razafindrakoto, M.; Roubard, F. (1997): *L'approche à haute intensité de main-d'œuvre: Une opportunité pour Madagascar, essai de cadrage macro-économique*, Séries Réflexions sur le développement, document de discussion n° 8 (Genève, BIT).

Tajgman, D.; de Veen, J. (1998): *Programmes d'infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre – HIMO: Politiques et pratiques du travail* (Genève, BIT).

Van Imschoot, M. (2007): *Etude comparative des différentes approches utilisées pour la réalisation des infrastructures de base à Madagascar: Impact sur la création d'emplois et l'utilisation de devises* (Genève, BIT).



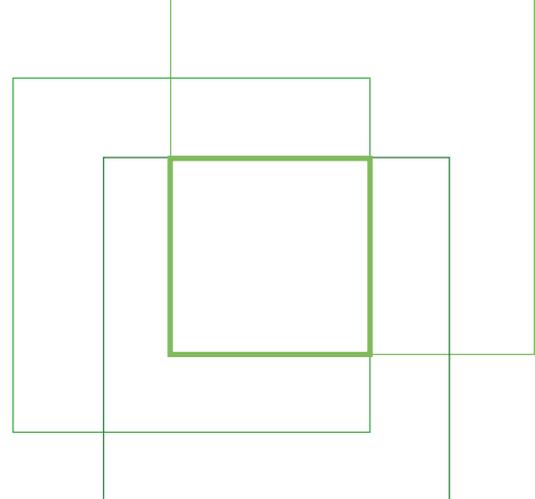
LEGEND:

	100mm G.C.
	200mm G.C.
	100mm G.C.
	40mm G.C.
	100mm G.C.



Handwritten notes:
 4mm
 100
 Den

Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale



Favoriser une croissance agricole inclusive pour parvenir à des meilleurs moyens de subsistance et à une plus grande sécurité alimentaire

- Travail décent, sécurité alimentaire et résilience des moyens de subsistance en milieu rural
- Travail productif et décent dans l'agriculture

Encourager la diversification économique et la transformation des systèmes de production pour l'emploi rural

- Diversification économique de l'économie rurale
- Promouvoir le travail décent pour les travailleurs ruraux qui sont au bas de la chaîne d'approvisionnement
- Le rôle des entreprises multinationales dans la promotion du travail décent dans les zones rurales
- Transition de l'économie rurale informelle vers l'économie formelle
- Le tourisme durable: catalyseur du développement socio-économique inclusif et de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales

Favoriser l'accès à des services, à une protection et à des investissements à forte intensité de main-d'œuvre

- Donner accès à des services de qualité dans l'économie rurale pour favoriser la croissance et le développement social
- Étendre la protection sociale à l'économie rurale
- Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: Le rôle de l'accès au financement
- Investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans les infrastructures rurales en vue du développement économique, de la protection sociale, de la protection de l'environnement et de la croissance inclusive

Garantir la pérennité et l'exploitation des avantages des ressources naturelles

- Une transition juste vers une économie rurale résiliente et durable
- Le travail décent dans la foresterie
- Exploiter le potentiel des industries extractives
- Eau et amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

Accroître la représentation des populations rurales grâce à l'organisation de la promotion des droits, des normes et du dialogue social

- Droits au travail dans l'économie rurale
- Promouvoir le dialogue social dans l'économie rurale
- Favoriser le développement local dans les zones rurales grâce aux coopératives et aux autres entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire
- Travail décent pour les peuples autochtones et tribaux dans l'économie rurale
- Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale
- Travail décent pour les jeunes ruraux
- Promouvoir des politiques équitables et efficaces en matière de migration de main-d'oeuvre dans l'agriculture et les zones rurales

Améliorer la base de connaissances sur le travail décent dans l'économie rurale

- Enrichir la base de connaissances pour favoriser la promotion du travail décent dans le monde rural

Pour plus d'informations, visitez notre site web: www.ilo.org/rural ou écrivez à: rural@ilo.org

Copyright © Organisation internationale du Travail - Première édition (2019)

Ce document fait partie du Portefeuille des notes d'orientation des politiques sur la promotion du travail décent dans l'économie rurale https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS_436224/lang--fr/index.htm